



## **Déclaration liminaire intersyndicale au Comité Technique Local (CTL) du 30 juin 2017**

Monsieur le Président du CTL,

Après avoir déménagé et fermé les Trésoreries installées dans les communes de Fontenay-sous-Bois, Le Perreux, Villeneuve-le-Roi et Chennevières, mais aussi les Services des Impôts des Entreprises (SIE) d'Ivry-sur-Seine, Boissy-Saint-Léger, Saint Maur-des-Fossés ou bien encore de Vitry-sur-Seine, vous nous imposez de nouvelles restructurations pour 2018 alors que rien ne vous y oblige ! Une fois de plus vous faites preuve d'excès de zèle !

Vous prévoyez :

- la fermeture de la Trésorerie Nord Val-de-Bièvre. Concrètement cela signifie que les usagers d'Arcueil seront contraints de se rendre à la Trésorerie de Cachan et ceux de Gentilly et du Kremlin-Bicêtre à Ivry-sur-Seine ;
- le déménagement du Service des Impôts des Particuliers (SIP) de Charenton-le-Pont dans les locaux du SIP de Maisons-Alfort. C'est-à-dire que tous les contribuables de Charenton-le-Pont et Saint Maurice devront aller à Maisons-Alfort ;
- le transfert du Service des Impôts des Entreprises (SIE) de Maisons-Alfort dans les locaux du SIE de Charenton-Le-Pont. C'est-à-dire que tous les redevables professionnels de Maisons-Alfort et Alfortville devront se rendre à Charenton-le-Pont ;
- la création d'une Trésorerie départementale à Ivry-sur-Seine qui gèrera tous les dossiers de tous locataires de tous les organismes HLM du département (actuellement, l'accueil de ce public est réparti sur 7 trésoreries), avec pour première conséquence aisément prévisible, un temps d'attente interminable avant de pouvoir être reçu...

**Tout cela, contre l'avis des organisations syndicales et donc des agents !**

**Par ces restructurations ce sont, d'une part les populations les plus fragiles notamment les locataires qui seront de nouveau visées et, d'autre part, les conditions de travail des agents qui seront toujours plus dégradées.**

Faire en sorte que les citoyens du Val-de-Marne ne puissent plus accéder au service public financier et fiscal s'inscrit dans la politique de réduction de l'emploi public : la contrepartie de moins de fonctionnaires de l'État, c'est tout simplement moins de service au public. Ce choix, nous ne pouvons l'accepter !

**Vous n'avez toujours pas compris que ni les agents, ni les citoyens du Val-de-Marne ne veulent de vos projets destructeurs des services publics... mais vous ne faites que les mépriser !**

Et que dire des documents complémentaires fournis, qui ne répondent en rien à nos demandes. Si vous aviez rédigé un relevé de conclusions suite au groupe de travail du 22 juin dernier, vous pourriez aisément constater que vous n'apportez aucune réponse concrète aux questions posées.

Il est hors de question pour nous de vous signer un chèque en blanc, votre projet n'est qu'une ébauche, vous n'êtes capable de répondre à aucune question : votre amateurisme n'a d'égal que votre mauvaise foi !

Nous ne participerons pas à cette mascarade et exigeons le retrait de ces projets !